

La Caselle Enchênée

LA GAZETTE DE L'ASEL

AVRIL 2012 - N° 26



*Association de Sauvegarde de
l'Environnement du pays de
Lalbenque*

EN RASE CAMPAGNE

Oui, rase campagne que cette campagne électorale qui se déroule au « ras » des pâquerettes avec son lot quotidien de controverses bouchères, de flux migratoires, de surenchères de toutes sortes sans oublier la dette, la fameuse dette qui est devenue en quelques semaines le seul vrai thème de campagne dans la bouche des deux principaux candidats en tête des sondages. Il aura fallu les drames de Montauban et Toulouse pour que l'émotion s'empare de tout le pays et que les candidats s'emparent, eux, du thème de la sécurité intérieure...comme à chaque campagne électorale.

L'ASEL, association de défense de l'environnement, a toujours pris soin de rester en dehors des clivages politiques. Elle s'abstient de soutenir qui que ce soit. Mais absence de prise de position ne veut pas dire absence de tout œil critique. Notre association s'accorde le droit de faire part de son amertume en observant la totale occultation des thèmes qui touchent à l'environnement et à l'écologie en général. La candidate officielle des écologistes est peu audible et fait l'objet de raillerie de la part des médias. Et dans la bouche des deux échappés des sondages, l'écologie retentit d'un silence assourdissant. L'un parce qu'il l'a dit publiquement : « *Toutes ces questions d'environnement, ça commence à bien faire !* ». Qu'est devenu son fameux Grenelle de l'Environnement ? Renié, foulé aux pieds à tel point que, depuis fin février, la France n'a plus de ministre de l'Ecologie. L'autre candidat, lui, se croit dédouané de parler des thèmes environnementaux sous prétexte

qu'il a passé, il y a quelques mois un accord législatif avec Europe-Ecologie, ce qui lui octroierait une sorte de blanc-seing. Désolant ! En 2007, même si la montagne de promesses a accouché d'une souris, l'écologie avait été un des thèmes majeurs de l'élection présidentielle.

Non, messieurs les échappés de la grande boucle 2012, les grands défis du vingtième siècle ne sont pas la viande halal, ni le terrorisme, ni même la dette abyssale. Cela fait trente ans que nous ne cessons de le répéter et chaque décennie qui passe nous donne raison : les grands défis à venir sont le réchauffement climatique, la destruction de la biodiversité, l'épuisement inéluctable des énergies fossiles, l'urbanisation croissante, l'empoisonnement général avec des molécules dangereuses, les déchets nucléaires disséminés sur toute la planète avec, à n'importe quel moment, le risque d'un accident nucléaire majeur... Tchernobyl et Fukushima sont là pour nous en faire la démonstration. Autant de catastrophes écologiques qui sont le résultat des tyrannies productivistes et des logiques capitalistes du profit maximal à court terme. Tout candidat qui fait l'impasse sur ces grands défis pour demain est un candidat irresponsable.

Certains vont dire que tout cela est bien loin de chez nous, que nous sommes à l'abri pour quelques décennies encore et qu'on peut continuer à foncer droit dans le mur. Face à un tel aveuglement, je voudrais donner un exemple qui touche notre vie au quotidien : il n'a plu, à Lalbenque et sa région, que 80 millimètres d'eau depuis le début de l'année, en trois mois d'hiver. Autrement dit une quantité

négligeable qui est loin d'être sans rapport avec le dérèglement climatique que seuls les Claude Allègre et consorts continuent à nier. Sans eau, pas de vie ! Sans eau, moins de cultures agricoles, davantage de faillites d'agriculteurs, moins de tissu paysan, modification des paysages laissés à l'abandon, pas de circuits courts pour un approvisionnement de proximité et dépendance totale vis-à-vis des grandes surfaces et des lobbys agroalimentaires. La campagne présidentielle se fait-elle l'écho de la sécheresse qui sévit partout en France en ce début d'année ? Non ! Combien d'années encore avant de voir la région Midi-Pyrénées se transformer en Andalousie ?

Alors, harcelons nos candidats, tous les candidats, les grands comme les petits, pour les obliger à prendre en compte cette vision globale, la seule réaliste en opposition à la vision du court terme qui pousse à satisfaire non pas l'intérêt général mais l'avidité insatiable de quelques-uns. Sans compter qu'une transformation écologique de notre société est porteuse de plusieurs centaines de milliers d'emplois à venir dans des domaines aussi variés que l'énergie, le bâtiment, les transports, l'agriculture et bien d'autres encore.

Daniel Pasquier

Humour

Retrouvez les dessins de notre caricaturiste habituel Yves Poupeau dans :

Dictionnaire du pire président de la République que la France ait jamais connu

de Pierre Bitoun

téléchargeable sur la page : <http://www.fichier-pdf.fr/2012/03/24/dictionnairepirepresident/>



UN LUSTRE DEJA !

Eh oui, un lustre déjà ! Mais de quel lustre s'agit-il ? Beaucoup d'entre nous ne savent pas à quoi correspond l'expression bien connue : « *Il y a des lustres que ...* ». En réalité, le lustre, dans notre belle langue française, ne désigne pas seulement l'appareil décoratif d'éclairage suspendu au plafond. C'est également une unité de temps qui correspond à cinq années, autrement dit une demi-décennie. Et ça fait donc cinq ans déjà que notre petite *Caselle Enchênée* a vu le jour. C'était en avril 2007, (*certain ont même cru à un poisson d'avril sans suite*), une période électorale comme aujourd'hui, cinq ans après.

A la relecture de ce premier numéro, on peut regretter notre

manque d'audace de l'époque où nous ne disions même pas un mot de la campagne électorale qui faisait rage pourtant entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal. Nous venions à peine de naître et nous faisons nos premiers pas, encore trop timides pour oser écrire des commentaires sur la campagne électorale en cours. Cinq ans plus tard, nous nous sommes aguerris et nous n'hésitons plus à faire les remarques qui s'imposent dans cette période cruciale qui va engager notre avenir pour le lustre suivant.

Petite *Caselle Enchênée*, nous te souhaitons un bon anniversaire. Continue à être le petit bimestriel qui anime un peu la vie locale, continue à jouer ton modeste rôle de poil à gratter qui suscite discussions et débats dans notre

territoire de Lalbenque et des environs. On le sait, tu n'as pas que des amis. Certains te vouent aux gémonies et souhaiteraient te voir disparaître car parfois tu déranges lorsque le ton devient polémique ou excessif. Mais tu fais partie désormais du paysage local. Si tu n'étais pas là, tu manquerais à beaucoup et le village de Lalbenque ne serait plus tout à fait ce qu'il est.

Alors, bon lustre ! Et au prochain... lustre, pour fêter tes dix ans en même temps que la nouvelle campagne électorale présidentielle de 2017.

Daniel Pasquier



CARTON VERT

Avant que le premier papillon ne vienne égayer nos jardins, un feuillet de couleur, arrivé dans nos boîtes aux lettres, nous a réjouis : le SYDED nous apprend que notre belle région est bien classée en ce qui concerne le tri sélectif : en 2010, dans le Lot, les déchets d'ordures ménagères ont baissé de plus de 3 % et parallèlement le recyclage de nos emballages a augmenté de 2 kilos par habitant.

Ces résultats sont encourageants. Pour faire progresser ces chiffres, le SYDED s'est porté candidat et a été sélectionné pour participer à une opération nationale qui va toucher 4 millions de personnes en France. L'objectif de cette opération d'envergure est d'améliorer les performances du recyclage des emballages plastiques, limitant ainsi leur impact environnemental.

En pratique, du 1er mars 2012 au 31 décembre 2013, 80 % des habitants de notre département auront la possibilité de mettre dans les poubelles vertes tous leurs emballages plastiques SANS EXCEPTION. Toute la région de Lalbenque en fait partie. On ne peut que regretter l'exclusion

de cette opération de 90 communes regroupées autour d'une zone allant de Lauzès à Figeac.

Concrètement, les plastiques habituels (*bouteilles, flacons, bidons en plastique...*) continueront d'être recyclés par les entreprises avec lesquelles travaille le Syded depuis longtemps. Tous les autres emballages plastiques nouveaux qui vont arriver dans les poubelles vertes partiront dans le Tarn, à la société DRIM, qui fera un « surtri » pour dispatcher vers d'autres entreprises tous les nouveaux plastiques recyclables.

La réussite de cette opération dépend fortement de l'adhésion des usagers...de nous tous et de chacun. Attention ! Ces nouvelles consignes de tri n'autorisent pas à jeter n'importe quoi dans les poubelles vertes. Il ne s'agit que d'emballages plastiques. Pas de tuyau d'arrosage, pas de jouets, par exemple...autant d'objets qui doivent aller à la déchetterie.

Dans l'ambiance générale négative sinon inquiétante qui fait douter les plus sensibles d'entre nous, voilà une belle récompense pour la somme de tous les petits efforts quotidiens des citoyens lotois. Et merci au SYDED pour son travail.

Dany Fayet



CARTON ROUGE

Le projet de Maison de santé à Lalbenque, après bien des retards et des rebondissements dans sa mise en place, est actuellement dans une phase de concrétisation qui devrait déboucher sur un début des travaux au second semestre. Nous en sommes pour l'instant à la phase des appels d'offres. Notre association ne peut que se réjouir de l'avancement de ce projet que nous avons contribué à faire exister en organisant un débat public en 2010 pour informer la population de l'urgence d'une telle structure de soins.

Après plusieurs critiques dans la *Caselle* concernant le surdimensionnement du projet initial (*plus de 1000 mètres carrés*), nous avons appris avec bonheur que les surfaces avaient été revues à la baisse, autour de 600 mètres carrés, une dimension plus adaptée aux

besoins de la population de Lalbenque. Les professionnels de santé ont bataillé dans ce sens et ont obtenu gain de cause face à un pouvoir politique local désireux de construire un bâtiment aux dimensions démesurées.

Devant les lourdeurs administratives, notamment les arguties de l'ARS et de la MSA, l'un d'entre eux, Vincent Allbosch, pourtant initiateur et animateur du projet, a baissé les bras et a quitté Lalbenque. Dommage !

A plusieurs reprises, nous avons alerté la Communauté de communes, porteuse du projet, sur notre souhait, pour ne pas dire notre exigence, de faire de ce bâtiment public une structure pilote en termes de construction écologique. Nous ne voulions surtout pas retrouver dans la Maison de santé la même aberration qui avait conduit les élus à construire, il y a 8 ans, une Maison Communautaire équipée du tout électrique. Jacques Pouget, lui-même,

avait regretté après coup ce choix peu judicieux. Il y avait été contraint, disait-il, pour des histoires de coût budgétaire : l'énergie électrique, on le sait, est la moins coûteuse à l'installation mais souvent très chère par la suite et, en tout cas, à l'opposé de toute logique environnementale. La déperdition entre la source de chaleur (*centrale nucléaire le plus souvent*) et le convecteur électrique dans un bâtiment est énorme. Les français savent-ils que, pour cette raison, le chauffage électrique est interdit dans certains pays européens, aux Pays Bas notamment ?

Nous étions donc convaincus que cette erreur ne se reproduirait plus, d'autant que le maire de Lalbenque avait montré sa conversion aux exigences écologiques en construisant un bâtiment pilote lors de l'extension de l'école publique avec trois salles de classe et un réfectoire. Cet effort notoire avait fait l'objet d'un carton vert dans la *Caselle* du mois d'octobre dernier. L'installation solaire photovoltaïque sur la toiture du gymnase, mise en service en septembre 2011, allait aussi dans le bon sens.

Or nous venons d'apprendre que la Maison de santé va être équipée d'un mode de chauffage électrique. Grosse déception et grosse colère aussi. Comment en est-on arrivé à cette situation ? A priori, plusieurs raisons. La première est le mécontentement du maire devant les difficultés de pilotage informatique rencontrées cet hiver à l'école publique dans le nouveau bâtiment construit aux normes HQE (*Haute Qualité Environnementale*) et avec une technologie « écolo » (*chauffe-eau solaire, pompe à chaleur air-eau et ventilation par une VMC double flux*). C'était le premier hiver, un hiver en outre très froid et on peut espérer que les techniciens chargés de l'entretien et de la maintenance vont trouver les solutions qui conviennent pour l'hiver prochain. On n'abandonne pas une politique d'économie d'énergie à la première difficulté rencontrée pour la mise en œuvre d'un tel programme.

La seconde raison invoquée par le président de la Communauté de communes est le refus de la part des médecins, kinés, dentistes et infirmières de s'équiper d'un chauffage collectif, traditionnel ou écologique, au motif que chacun préfère payer son chauffage pour la pièce qu'il occupe, sans être responsable des dépenses énergétiques des autres. Et pour satisfaire cette exigence, la solution la plus simple est celle du chauffage électrique, avec un compteur individuel pour chaque pièce et chaque thérapeute ! Mais là encore il y avait la possibilité d'un chauffage commun écologique avec des compteurs individuels.



La troisième raison est plus technique. Suite au Grenelle de l'Environnement, a été mise en place une Réglementation Thermique 2012 dont l'objectif est de limiter les consommations énergétiques des bâtiments neufs à 50 kWh/m²/an. On ne peut que s'en féliciter. Mais cette RT 2012 ne rentre en vigueur qu'à partir du 1 janvier 2013. Ce qui explique que notre Maison de santé échappe à cette réglementation et qu'on va construire un bâtiment selon les normes RT 2005, beaucoup moins exigeantes, avec une consommation autour de 80 kWh/m²/an, jusqu'à 150 kWh/m²/an.

Dommage ! Le meilleur chauffage est celui qu'on ne dépense pas et pour consommer le moins de kilowatts possible, il faut construire avec une isolation très performante des murs et des toitures, un traitement systématique des ponts thermiques, un traitement de l'étanchéité à l'air, l'utilisation de larges baies vitrées exposées au soleil... autant d'éléments qui vont devenir obligatoires mais qui coûtent cher à la construction. Le retour sur investissement est plus long mais l'avenir va dans le sens de ces constructions bioclimatiques à passivité maximum et chauffage minimum. On sait faire désormais des maisons capables de se chauffer et se réfrigérer toutes seules...ou presque...avec une consommation de 15 kWh/m²/an. Faire un tel bâtiment à bas coût énergétique aurait été possible : il aurait fallu pour cela, utiliser des techniques de bâtiments en paille avec ossature bois et utiliser pour les parois la terre du chantier. Il faut pour cela une véritable conviction de la part des élus et une large adhésion de la

population à ces technologies innovantes. Nous n'avons à Lalbenque, hélas, ni l'une ni l'autre.

L'ASEL appelle à la réflexion les élus et les praticiens de cette maison de santé. Le chauffage électrique est bien sûr la solution la plus simple mais aussi la plus rétrograde et celle qui nous enchaîne toujours plus à la dictature d'EDF et de ses centrales nucléaires. D'autres solutions existent...qui ont un coût, nous le savons.

Nous connaissons déjà la réponse du président de la Communauté de communes qui va se retrancher derrière l'enveloppe budgétaire qui ne doit pas dépasser les 1000 euros HT au mètre-carré. Avec une telle enveloppe, on n'isole pas avec les matériaux les plus performants et on se rabat sur l'énergie la moins chère à installer et la moins écolo : l'énergie nucléaire. C'est vrai ! Mais si on avait construit le projet

pharaonique initial avec 1000 m², il aurait bien fallu trouver une enveloppe plus conséquente : cette différence de coût entre le projet initial et le projet actuel aurait pu être consacrée à un mode de chauffage plus innovant et des matériaux d'isolation performants, sources d'importantes économies de fonctionnement qu'auraient en outre appréciées les professionnels de santé.

Tout ça n'empêchera pas les hommes politiques de continuer à faire les plus beaux discours sur la nécessité de la transformation écologique de notre société ! Et blablabla et blablabla ! A quand des paroles aux actes ?

Daniel Pasquier

Gaz de Schiste : le retour

Il y a près de un an, nous attirions votre attention sur une nouvelle calamité qui menaçait notre territoire, à savoir les gaz de "Schiste".

Pour rappel, il s'agit d'une méthode d'extraction de gaz stocké de façon diffuse dans des couches rocheuses. Cette méthode s'est révélée, aux États Unis, extrêmement polluante et consommatrice d'eau. Un film édifiant "*Gazland*" a d'ailleurs été diffusé par l'ASEL à Lalbenque en Avril 2011 sur ce sujet. Les Lotois sont plus particulièrement concernés par le permis dit de Cahors.

Après une mobilisation sans précédent en France mais aussi dans le Lot, le gouvernement a dû faire quelques concessions sous forme d'un texte de loi publié le 13 juillet dernier qui interdit la technique de fracturation hydraulique. En octobre, suite à cette interdiction, les trois permis accordés dans le Gard, la Drôme et l'Aveyron ont été abrogés. Le nôtre, celui de Cahors, qui n'avait pas encore obtenu son permis d'exploitation, est hélas toujours d'actualité.

Sans même attendre les élections, une commission interministérielle a remis un rapport qui préconise le lancement d'un programme de recherche scientifique sur les techniques de fracturation hydraulique et préconise également une réforme de la fiscalité pétrolière « *de sorte que les collectivités locales trouvent un intérêt à une exploitation d'hydrocarbures* » !!!

Simultanément (*comme c'est bizarre*), est sorti le décret n° 2012-385 du 21 mars 2012 créant la

Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux.

Autrement dit, cela permettrait aux dépositaires de permis en suspens, de commencer malgré tout à forer sous couvert d'expérimentation scientifique, et de diviser la position des communes. Belle entourloupe destinée à commencer à occuper le terrain et habituer les populations... On se demande d'ailleurs ce qu'il y a à étudier : les conséquences désastreuses de cette exploitation ont été largement démontrés aux États Unis...

La coordination nationale contre les gaz de Schiste s'est réunie les 3 et 4 Mars dernier à Cahors. Il y a été décidé de mieux structurer le mouvement, et d'alerter les populations suite à la parution de ce dernier décret. Il a par ailleurs été demandé aux candidats aux élections Présidentielles de se positionner sur le sujet. A ce jour, seul le Front de Gauche, Europe Ecologie, Dupont-Aignan et Nathalie Arthaud ont confirmé leur opposition à ce type d'exploitation.

Le fait que la manifestation du 31 Mars à Toulouse n'ait réuni que 300 militants (*en sus de Eva Joly de passage*) montre bien qu'il est grand temps de relancer la mobilisation.

Pour plus de détails sur le sujet, voir notre site internet à la rubrique "Nouvelles", vous y trouverez toutes les informations et liens utiles sur le sujet: <http://www.asel.eu.com/>

Arnaud Prochaska

L'écologie est-elle soluble dans les élections ?

On aurait pu penser qu'avec l'ampleur de la « crise financière » qui balaie la planète depuis 2008 et après la double catastrophe « naturelle » (*tremblement de terre et tsunami*) et industrielle (*explosion de la centrale nucléaire de Fukushima-1*) qui a eu lieu l'année dernière au Japon, la question environnementale ou écologique aurait occupé une place décisive dans la campagne présidentielle de 2012.

D'abord, parce qu'il n'est pas nécessaire d'avoir fait de longues études d'économie pour comprendre qu'il n'y a pas eu, à proprement parler, de « crise financière », mais que les risques pris par les banquiers, les traders et les actionnaires qui les ont approuvés, l'ont été de manière délibérée, donc en toute connaissance de cause.

Ensuite, parce que la décision de construire des centrales nucléaires sur des zones sismiques au Japon a aussi été prise en toute connaissance des risques qu'elle comportait. Dans ces deux cas, les décisions n'ont pas été prises à partir de connaissances scientifiques indiscutables, mais ont résulté de paris financiers et technologiques hasardeux dont chaque citoyen devrait avoir mesuré le caractère monstrueux.

La plupart des partis politiques et des candidats à l'élection présidentielle de 2012 semblent eux-aussi avoir parié que la question écologique n'occuperait qu'une place secondaire dans cette campagne et un certain nombre de faits semblent leur avoir donné raison. La décision a ainsi été prise par Nicolas Sarkozy de choisir la titulaire du Ministère de l'Ecologie, du développement durable, des Transports et du Logement, Nathalie Kosciusko Morizet, comme directrice de sa campagne et à délaissier les missions dont elle avait la charge au ministère.

De la même manière, et que l'on éprouve ou non de la sympathie pour elle, l'avocate Corinne Lepage qui a pourtant défendu de nombreuses municipalités et associations de victimes lors d'accidents industriels et de catastrophes écologiques, n'a pas obtenu les 500 signatures requises pour se porter candidate.

Mais plus étonnante encore est la stratégie adoptée par les représentants d'Europe Ecologie Les Verts (EELV). Sous prétexte que l'absence (*parfaitement anti-démocratique*) de représentation proportionnelle lors des élections législatives les pénaliserait fortement par rapport aux résultats qu'ils ont obtenus lors des élections régionales et européennes, les représentants d'EELV ont souhaité négocier un accord de gouvernement avec le Parti socialiste leur réservant, avant le scrutin présidentiel, 50 postes de députés lors des prochaines législatives. Ce qui leur permettrait, ont-ils argumenté, de constituer un groupe parlementaire et de peser plus fortement sur le travail et les décisions de l'Assemblée nationale.

Mais fallait-il, dans ces conditions et au risque d'apparaître comme des opportunistes voulant obtenir à la fois le beurre et l'argent du beurre, présenter un(e) candidat(e) ? N'aurait-il pas mieux valu, dans un tel contexte et comme l'avait envisagé un moment Daniel Cohn-Bendit, présenter un candidat lors des primaires organisées par le Parti socialiste ?

Là encore, et que l'on apprécie ou non la candidate Eva Joly, il devenait particulièrement délicat de critiquer le partenaire avec lequel un contrat avait été signé.

C'est ainsi que le chantier de construction de l'EPR se poursuit par à-coups et suspensions de travaux à Flamanville accumulant les retards liés à la détection de fissures dans le béton et entraînant une augmentation énorme des coûts de sa réalisation.

Par ailleurs, 2000 hectares (*4000 avec les extensions et les infrastructures*) de bonnes terres agricoles vont encore être ponctionnés pour construire le nouvel aéroport de Notre-Dame des Landes en Loire-Atlantique.

Enfin, au moment où j'écris ces lignes, le gouvernement vient d'autoriser l'épandage par hélicoptère de pesticides sur les cultures tandis que, en contradiction flagrante avec une directive européenne, aucune mesure n'a été prise pour lutter contre la saturation de l'air par des particules fines très toxiques en région parisienne.

Faut-il ajouter que le déficit des pluies de printemps en février et mars 2012 contraint les agriculteurs à acheter de la paille en quantité, ce qui contribue à grever un peu plus encore leurs trésoreries déjà fragiles.

Quant aux projets d'exploitation des gaz de schiste par fragmentation, l'affaire est loin d'être réglée.

Il ne manquait à ce tableau que l'énorme fuite de gaz qui vient d'affecter une plate-forme de Total en mer du Nord.

Il semble donc que la « conversion écologique de l'économie » dont on ne cesse pourtant de vanter l'urgente nécessité ne soit pas encore pour demain. A moins que, et aussi surprenant que cela puisse paraître, l'étonnante progression de Jean-Luc

Mélenchon dans les sondages et dont le programme (*celui du Front de gauche*) contient une bonne vingtaine de pages consacrées à l'écologie, n'oblige les autres candidats à décider de se (re)mettre au vert ?

Yves Dupont

EXPOSITION

« PAYSAGES DU LOT »

Maison Communautaire

du 23 au 30 Mai

L'ASEL vous invite, **du 23 au 30 mai**, à venir découvrir une exposition remarquable réalisée par le CAUE du Lot (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement). Cette exposition propose un regard sur les paysages de notre département à travers leurs composantes naturelles et culturelles. On y parle de relief, d'hydrographie, de géologie, de ruralité et d'occupation humaine des différents territoires. A l'aide de ces 18 panneaux, on peut mieux comprendre l'héritage des sociétés qui ont habité les territoires lotois avec une déclinaison pour chaque famille de paysage : le Ségala, la Limargue, les Causses du Quercy, la Bouriane et le Quercy Blanc.

A l'initiative de l'ASEL, cette exposition se tiendra du 23 au 30 mai, dans les locaux de la Communauté de communes, au rez-de-chaussée.

N'hésitez pas à perdre un quart d'heure pour venir jeter un coup d'œil à cette exposition qui vous fera connaître un peu plus le pays que nous partageons et que nous souhaitons conserver toujours aussi beau. Après avoir vu ces 18 panneaux de 80 X 120 cm, il n'est pas certain que nous soyons prêts à laisser les « gazdeschistiers » saccager impunément notre territoire !

Le bureau de l'ASEL

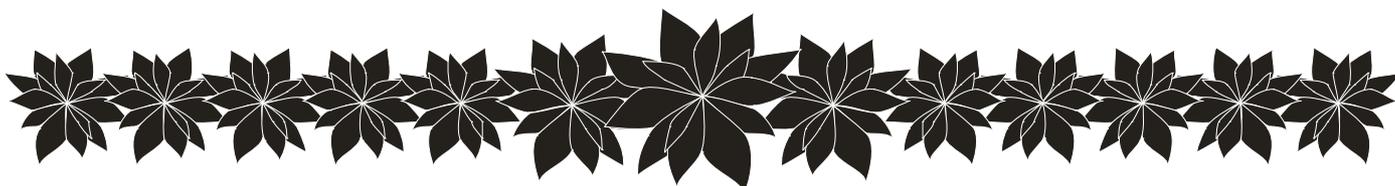
HOMMAGE A WANDA

Pendant 5 ans, tu as fait tout le travail de secrétariat de notre association. Tu as été la petite main besogneuse que personne ne connaissait à Lalbenque et ses environs. Sans toi, la Caselle Enchénée n'aurait jamais vu le jour ou, en tout cas, n'aurait pas perduré si longtemps. Discrète, effacée, dans l'ombre mais terriblement exigeante et efficace, telle était la femme que j'ai appréciée en tant que président de l'ASEL. Merci pour le soin et l'amour que tu mettais à réaliser ce petit « Huit pages » dont tu voulais à chaque numéro faire une présentation la plus propre et la plus agréable possible. Tu as tenu à réaliser le dernier numéro, en octobre, alors que tu pouvais à peine bouger ta main droite. Tu ne savais pas que ce numéro serait le dernier : nous, tes amis et moi-même, nous le savions et nous étions en admiration devant ton courage.

La mort t'a balayée comme un fétu de paille en moins de huit mois. La douleur de ton départ et ton absence irrémédiable ont failli mettre un terme à l'aventure de la Caselle. Nous allons malgré tout continuer sans toi la publication de ce petit journal : après toutes ces années de travail de mise en pages et de secrétariat, c'est probablement ce que tu aurais souhaité.

Tous les adhérents de l'ASEL, ceux et celles qui te connaissent et ceux et celles qui n'avaient jamais entendu parler de toi, se joignent à mon émotion pour te dire simplement : « Merci Wanda ! »

Daniel Pasquier



OPERATION NETTOYAGE

**Samedi 5 mai, 14 heures
au rond-point du Mercadiol**

En mai, fais ce qu'il te plaît ! Le dicton est bien connu. Et c'est pourquoi l'ASEL a envie de faire ce qui lui plaît en ce joli mois de mai. Par exemple, une opération de nettoyage du bord de nos routes débordant de déchets en tout genre, du simple bout de papier ou carton en passant par les centaines de paquets de cigarettes ou des canettes de bière. Et j'en oublie. Ces incivilités de toutes sortes sont, le plus souvent, le fait d'automobilistes qui jettent par la fenêtre tous leurs débris. Ben voyons ! C'est bien plus simple de faire ainsi plutôt que d'attendre d'arriver chez soi pour mettre ces déchets dans une poubelle appropriée.

Pour sensibiliser la population à ce problème de propreté qui, au-delà de son versant environnemental, relève du simple savoir-vivre ou de l'apprentissage du « Vivre ensemble », l'ASEL propose une action collective **de nettoyage des bords de route le samedi 5 mai, dans l'après-midi.**

Concrètement, tous ceux et celles qui souhaitent participer à cette action sont invités à se retrouver avec une voiture au rond-point du Mercadiol, à Lalbenque. En fonction du nombre de participants, nous ferons un maximum des 8 routes qui partent du bourg de Lalbenque :

- celle de Cahors
- celle de Fontanes,

- celle de Laburgade,
- celle de Cremps,
- celle de Escamps,
- celle de Vaylats,
- celle de Puy-Larroque
- celle de Montdoumerc

Tous les débris seront ramassés et stockés ensuite dans de grands sacs-poubelles transparents qui seront exposés, le samedi suivant, sur le rond-point en bas de la Rue du marché aux truffes, en face de Casino et Proxi. Ceci afin que la population se rende compte du volume de déchets ramassés en quelques heures autour du village.

Si, lors de cette opération, nous rencontrons des décharges sauvages, elles seront signalées aux autorités compétentes (*la mairie*) pour que le nécessaire soit fait au plus vite.

Après ce travail de ramassage, on pourra se retrouver tous ensemble chez l'un ou chez l'autre (*à décider le moment venu*) pour partager un goûter convivial. Les participants qui le désirent peuvent apporter quelques nourritures ou libations. N'hésitez pas à venir. Emportez quelques sacs poubelles : vous vous rendrez utile, vous passerez un bon moment de convivialité et cette opération originale vous permettra d'affiner votre choix pour le lendemain...car le lendemain sera un grand jour !

Le bureau de l'ASEL

ASEL

**Mairie de Lalbenque
46230 Lalbenque**

Site internet : <http://www.asel.eu.com/>

Adhésion à l'association (inclus l'abonnement à la gazette de l'ASEL):

- ✍ Individuel : 15€ / an
- ✍ Pour un couple : 20€ / an

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

EMAIL :

Dépôt légal préfecture de Cahors : Avril 2007 : n° 46/2007/06